

Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 10 septembre 2018

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Jean-Michel Thuot
Valérie Berger
Nicolas Zimerli
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Kamel Mohammadi
Sabine Basili
Audrey Duprat
Serge Manié

Excusé

Pouvoirs

Guy Caplat
(Pouvoir à S. Borrel-Jeantan)
Marie Paule Dupuy-Roudel
(Pouvoir à Y. Semay)
Philippe Guillard
(Pouvoir à B. Loustalet)
Christian Julian
(Pouvoir à A. Duprat)

L'an deux mil dix-huit, le dix septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Audrey Duprat

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 10 septembre 2018 à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause »

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 06 septembre 2018 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout.

1. Mr le Maire, après avoir souhaité la bienvenue à Monsieur Protière, Président de la CCMP, donne la parole à ce dernier, qui présente à l'Assemblée le rapport d'activité 2017 de l'intercommunalité.

Mr Protière rappelle que chaque année, il est d'usage que le Président de la CCMP présente tour à tour à l'ensemble des communes, le rapport d'activités. Une synthèse du rapport annuel a été adressée à chaque élu.

Il en commente, à la suite, la synthèse qui est présentée simultanément en diapositives vidéo à l'assemblée.

LA GRANDE CÔTIÈRE DE L'AIN

Un projet inachevé

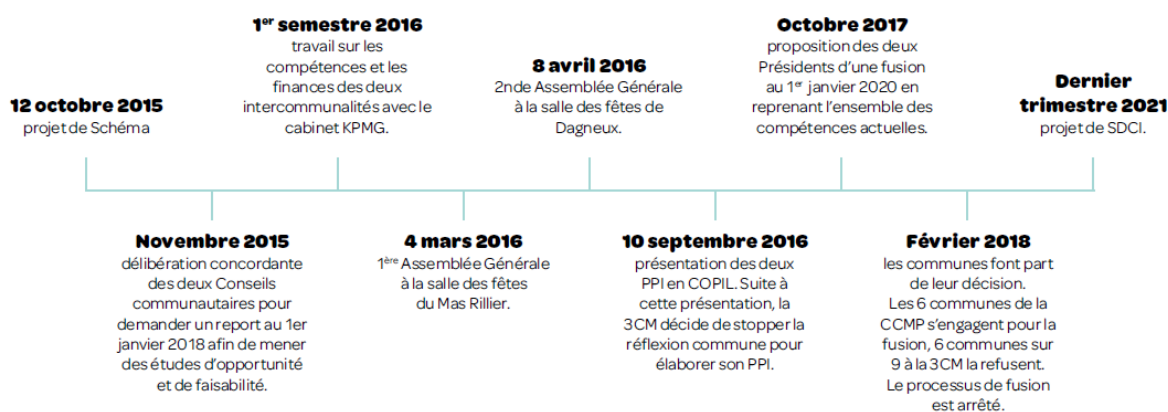
Véritable fil rouge, les travaux sur l'opportunité d'une fusion entre la 3CM et la CCMP ont marqué et rythmé l'ensemble de l'année 2017.

Malgré une ferme volonté des élus d'avancer collectivement vers un projet plus ambitieux autour de compétences structurantes et d'un territoire plus fort, la fusion de la CCMP et de la 3CM s'est heurtée au refus d'une majorité des communes de la 3CM.

LA GRANDE CÔTIÈRE DE L'AIN

Un projet inachevé

UN BREF RAPPEL DU PROJET



PACTE FINANCIER

La CCMP solidaire de ses communes



Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

700 000 €

→ MIRIBEL	191 420 €
→ BEYNOST	120 205 €
→ SMDB	139 245 €
→ NEYRON	101 456 €
→ TRAMOYES	108 791 €
→ THIL	98 883 €

LES CRITÈRES

- L'importance de la population
- Le potentiel fiscal par habitant
- Les charges de ses communes membres



Attribution de Compensation de la Taxe Professionnelle (ACTP)

6 730 092 €

→ MIRIBEL	2 652 987 €
→ BEYNOST	1 929 186 €
→ SMDB	1 629 873 €
→ NEYRON	314 994 €
→ TRAMOYES	156 771 €
→ THIL	46 281 €

FINANCES

Un résultat positif pour l'avenir



Fonctionnement

Les marges restent préservées

19 300 356 € de recettes

+5.06%

DE RECETTES

(retour de la dynamique fiscale dont +13.89% pour la CVAE et rôle supplémentaire de 244 402 €)

+5.89%

DE DÉPENSES RÉELLES

(augmentation des charges de personnel et de gestion courante liée à l'exercice de nouvelles compétences)



Investissements

Des projets en gestion

1 417 529 € d'investissements

- Une année de transition avant d'engager une fin de mandat riche en projets structurants (gymnase La Chanal, CSUi, extension des vestiaires Ain Sud Foot, extension de l'AMD, Cinéma...)



Finances

Des finances saines pour préserver l'avenir

7 461 838 €

DE CAPITAL RESTANT DÙ

avec une capacité de désendettement inférieure à 3 ans

4 177 733 €

DE RÉSERVE FINANCIÈRE

Une capacité d'auto-financement maintenue à 2,5 M€ à horizon 2020



LE CHOIX D'UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES PUBLIQUES ET D'UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'économie, (res)source de qualité de vie

→ ZAC des malettes

50%

des lots commercialisés
au 31 décembre 2017

Demathieu-Bard
Inoveam
LMVS

Proquali
Iserba



ABB en 2016

→ ZAE de Neyron le Haut

Les études préliminaires
de la future zone ont été lancées.

Novembre 2017

Etude de faisabilité avec le cabinet
Espelia

13,8 ha

commercialisables, avec
des lots de 1000 à 5000m².

**Locaux mixtes
et locaux
d'activité**



1 restaurant
d'entreprise pour
les salariés de la zone
(en réflexion)



UNE VITRINE DU SAVOIR-FAIRE
DE LA CCMP EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'économie, (res)source de qualité de vie

→ LE FISAC

2016

61 874€

9 entreprises
aidées



2017

68 820€

11 entreprises
aidées

=

130 694€

d'aides sur deux années pour soutenir
les commerçants et artisans du territoire
via le Fonds d'Intervention pour les Services,
l'Artisanat et le Commerce.

→ Subventions aux associations

65 977 €

de subventions en 2017

- ACA 15 000 €
- Elan Création 7 000 €
- Sols'tisse 9 000 €
- IPAC 22 977 €
- Mission Locale Jeunes 12 000 €



UN SOUTIEN PRIMORDIAL
POUR CES ACTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

MOBILITÉ

Colibri a fait peau neuve



Des abonnements en hausse

La CCMP étoffe son offre de transports avec des services complémentaires modulables, une refonte complète de ses lignes et la création de nouveaux arrêts.



Le résultat, une hausse des abonnements et des voyages cumulée à une baisse du coup d'exploitation, offre de belle perspectives d'avenir.

560 abonnements
→ soit + 34%

4 nouveaux itinéraires

→ et de nouveaux arrêts

62 km de lignes commerciales

95 441 voyages
→ soit +7%



CE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS
ET DES SERVICES EST LA PREMIÈRE ÉTAPE DU PGD

MOBILITÉ

Sécuriser les déplacements sur la Côtière



Les chantiers 2017

LE CHEMIN NOIR,
dernière étape du Chemin du Pilon

510 000 € TTC



THIL,
le franchissement mode doux de l'autoroute

259 465,45€



VIC,
un entretien régulier

50 203,35€



Les projets à l'étude

FAM,
un trottoir adapté et sécurisé
sur la route départementale



2 arrêts Colibri
510 000 € TTC de coût estimé

Une passerelle « mode doux » sur le Rhône
connectera la Côtière au Grand Parc d'ici à 2020.

→ **2019** début des travaux

→ **1,8 M€** de coût estimé du projet,
aidé de plusieurs subventions



LA CCMP ENTRETIENT ET AMÉNAGE SES VOIRIES ET ACCÈS EN
DÉVELOPPANT FORTEMENT LE POTENTIEL DES MODES DOUX

ÉDUCATION

Musique et sport au cœur du projet communautaire



AMD

651 élèves
de – de 25 ans / 90 adultes

30 professeurs
pour
27 disciplines
enseignées

→ **714 970€**
de charge nette



L'ÉCOLE DE MUSIQUE ET
DE DANSE S'OUVRE À DE
NOUVELLES MÉTHODES
D'APPRENTISSAGE



IMS

105 classes et
2958 élèves
de la crèche au CM2

77 h d'enseignement
hebdomadaire

→ **186 476€**
de dépenses
de fonctionnement



LA MUSIQUE RAYONNE DANS
LES CLASSES DÈS LE PLUS
JEUNE ÂGE



ETAPS

62 classes et
1550 élèves
concernés

63h d'enseignement
hebdomadaire

+ **1 NOUVELLE DISCIPLINE :**
la boxe éducative

→ **115 250€**
de dépenses
de fonctionnement



UN SUCCÈS DANS
TOUTES LES ÉCOLES.

LILÔ

En rythme de croisière



Chiffres clefs 2017

227 165
PASSAGES
dont 54% de résidents
de la Côtière

1338
ABONNÉS

5024 **CARTES**
(familles, forfaits, etc)

66 791,39 €
reversés par Vert Marine dans le
cadre du contrat annuel

71897 **PASSAGES**
sur juin, juillet, août
(+ 0,48% par rapport à 2016)



Les scolaires nagent tous les matins

21 069 scolaires = **29 créneaux horaires** pour les collèges
+
74 créneaux horaires pour les primaires



UNE ANNÉE TRÈS POSITIVE,
BIEN QU'EN-DESSOUS DE L'EXCEPTIONNELLE 2016

CULTURE

Vers un Pôle Culturel et Touristique

→ Lecture publique

La CCMP organise en 2017 son réseau dans un objectif de mutualisation des moyens et des ressources pour plus de qualité.

Une nouvelle compétence



Une étude préalable :

28 560 € de budget



**LA DÉFINITION D'UN SCÉNARIO
SUITE À L'ÉTUDE :**

1 médiathèque

tête de réseau à horizon 2022

+ 5 bibliothèques municipales



**Le recrutement
d'un coordinateur**

en 2018 à l'heure de la mise en réseau

→ Spectacle vivant

La CCMP se place au cœur du projet éducatif en accentuant fortement son soutien à l'OCM pour les spectacles scolaires.

50 000 €

de subvention en 2017,

→ soit **+ 32 613€** par rapport à 2016

↓
UNE RÉFLEXION
COMMUNAUTAIRE SUR
L'ENSEMBLE DU SPECTACLE
VIVANT EN 2018-2019

CULTURE

Les projets prennent de l'ampleur

→ Cinéma

LE PROJET

350 films
par an

+ de diversité
pour attirer
tous les publics

5 salles

1 espace

de restauration
620 000 € d'achat du
foncier en janvier 2018

LE TERRAIN

620 000 € d'achat foncier
en 2017

à Saint-Maurice-de-Beynost
au lieu-dit « Les Bottes ».

→ Démarrage des travaux
de septembre 2020 à fin 2021

↓
UN PROJET ADAPTÉ
À LA TAILLE ET AU BESOIN
DU TERRITOIRE.

→ Subventions aux associations

101 600 €

versés au total aux 6 associations

SOIT + 31 413€
par rapport à 2016

- L'Espérance de Beynost **6 500 €**
- OCM / Spectacles scolaires **50 000 €**
- Union Laïque de Miribel / cinéma **22 000 €**
- Dyapason **2 000 €**
- Woodstower **3 250 €**
- Swing sous les étoiles **17 850 €**

↓
DES AIDES FINANCIÈRES
ESSENTIELLES À LA QUALITÉ
DE L'OFFRE CULTURELLE

SPORT

La CCMP s'investit sur tous les terrains

→ Subventions aux associations

129 500 €

versés au total aux 6 associations

SOIT + 7 600 €
par rapport à 2016

- Ain Sud Foot **90 000 €**
- Côtière handball **13 000 €**
- Vertical Côtière **7 500 €**
- Pétanque Miribel Côtière **3 000 €**
- Saint-Maurice volley-ball Côtière **1 000 €**
- Beynost BMX Côtière **15 000 €**

↓
UNE AIDE AU MAINTIEN
DE L'ÉQUIPE
EN NATIONALE 3

→ Ain Sud Foot

En 2017, la CCMP a étudié le projet de rénovation et de mise aux normes des vestiaires d'Ain Sud Foot.

→ RÉCEPTION DES TRAVAUX FIN 2018

891 759 € TTC

DE BUDGET TOTAL

- dont 66 690 € de frais d'études
- et 162 625 € de subventions du Conseil Départemental.

↓
UNE ACTIVITÉ SPORTIVE
TOUJOURS DENSE ET
PARTICULIÈREMENT VARIÉE
SUR LE TERRITOIRE

14

CONTRAT DE VEILLE ACTIVE

Agir contre les inégalités

→ Contrat de veille active

20 665 € DE SUBVENTIONS
de la CCMP

8 projets

financés sur l'emploi/insertion, l'éducation et la jeunesse, la santé et l'accès aux droits

→ Maison de services aux publics

Une ambition issue des groupes de travaux « accès aux droits »

Fin 2018 Lancement d'une étude de besoin, potentiel et analyse du modèle économique.

Fin 2019 A l'issue de l'étude, potentielle prise de compétence.

→ CISP

Le projet de CSUi bientôt opérationnel

477 092 € TTC

DE TRAVAUX pour une
réception du CSU fin 2018

+ Le recrutement de
2 opérateurs de vidéoprotection

+ L'équipement des forces de l'ordre
de **radios mobiles** pour faciliter les relations
entre Police Municipale et Gendarmerie

LOGEMENTS ET SOLIDARITÉ

La CCMP anticipe l'évolution du territoire



PLH

Le plan local de l'habitat est prorogé et modifié

380 000 €

DE BUDGET

alloués aux actions du PLH sur 2018 et 2019

→ ACTION 1

90 000 €

D'ÉTUDES

préalables aux opérations d'habitat



PPGD

Faciliter l'accès au logement social grâce à une procédure de gestion et d'information partagée entre les 6 communes



Gens du voyage

Une aire provisoire de grands passages à THIL

Du 1^{er} mai au 30 septembre 2017 à Thil

3,7 hectares → sur la zone ACTINOVE.

64 335 € de coût des aménagements et de la gestion partagés avec la 3CM



UNE POLITIQUE DE L'HABITAT SOLIDAIRE ET COLLABORATIVE

EAU & ASSAINISSEMENT

Une ressource préservée et maîtrisée



Canal de Miribel

Le contrat territorial entre en action pour la restauration écologique du canal en rive droite.

2 185 000 € HT

DE TRAVAUX PRÉVUS EN 2019

pour le remodelage et recul des berges du canal de Miribel



2 783 705 € HT

pour la restauration et gestion de la ripisylve en bordure du canal ainsi que la restauration écologique des berges au droit des secteurs à fort enjeu.



Ruissellement

Le plan d'action 2017 poursuit les actions dans le cadre de la charte agricole

28 833 €

DE FINANCEMENTS

en 2017 (pour 200 000 € sur 5 ans)



Assainissement

L'étude du raccordement de THIL à la STEP de Niévroz est finalisée

3,5 millions d'euros HT

DE TRAVAUX LANCÉS EN 2018

dont 958 000 € HT investis par la CCMP.



La CCMP étudie le potentiel transfert de la compétence eau-assainissement



UN GROUPEMENT DE COMMANDE EST EN COURS DE VALIDATION ENTRE MÉTROPOLE, 3CM ET CCMP

GESTION DES DÉCHETS

Vers plus d'éco-responsabilité

→ OM et TRI SÉLECTIF

Le tri comme geste citoyen
est bien entré dans les habitudes

→ **4 803,30 t. d'ordure ménagères**
→ + 58 tonnes par rapport à 2016.

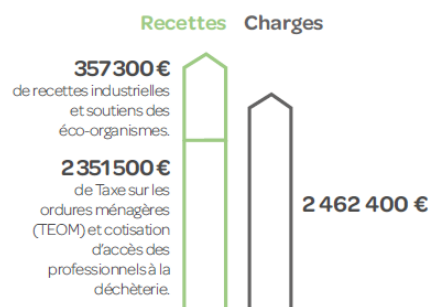
5 690,11 t. en déchèterie

1001 t. collectées en tri sélectif
→ un taux de refus en baisse (-16,9%)

700.76 t. de verre collecté
soit 29,81kg/habitant.
→ + 15 % de verre collectés depuis 2015.

124h45 d'animations des ambadrices
du tri pour 2955 élèves sensibilisés

→ Budget



→ **+ 246 400 € d'excédents**
Le budget 2017 du service de gestion des déchets est pour la première fois excédentaire. Les recettes des industriels, et en particulier la vente des matériaux issus de la déchèterie, ont en effet fortement augmenté.

→ AU-DELÀ DE L'ENJEU ENVIRONNEMENTAL, UN VÉRITABLE ENJEU FINANCIER PORTÉ PAR UNE POLITIQUE PUBLIQUE RESPONSABILISANTE

GESTION DES DÉCHETS

La prévention comme pilier des actions

→ Gaspillage alimentaire

Un vaste projet de réduction des déchets
mené dans les cantines scolaires

9 cantines scolaires
du territoire

1 100 enfants mobilisés
pour lancer un vaste projet de réduction
des volumes de déchets.

→ **-12 grammes de déchets**
par enfant et par jour soit près de
12% de diminution

→ Un plan d'aides aux habitants

La CCMP accompagne financièrement
les démarches des éco-citoyens

Lombricomposteur → **jusqu'à 75 €**
Broyeur de végétaux → **jusqu'à 400 €**
Composteur de jardin → **50% subventionnés**
Couches lavables → **prêt et aide jusqu'à 250 €**

+ 10 conteneurs
à vêtements sur le territoire

+ 3 bornes
de récupération
des vêtements

+ 9 000 €
de subvention à l'association
Sols'tisse en 2017
(Côtiers Services)

→ UNE PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE APPUYÉE PAR LA CCMP

Il demande à l'Assemblée s'il y a des questions sur ce rapport d'activité.

Concernant l'expérimentation de densification douce, Mr le Maire présente la brochure.

Mr Thuot demande au Président des informations concernant le report de transfert de compétence de l'assainissement.

Mr Protière répond que la loi autorisant une minorité de blocages, un Copil aura lieu courant octobre. Il souligne que l'important est d'être transparent. Il sera donné aux élus un état diagnostic et la préconisation du Cabinet Merlin.

Mr le Maire remercie Mr Protière pour sa présentation du rapport d'activités 2017 de la CCMP.

2. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

3. TABLEAU DES EMPLOIS

Mr le Maire souligne qu'il s'agit des réajustements effectués chaque année.

Mme Semay donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 18/05/01 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : Yannick Semay

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,
Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- accepte les propositions de Mme le Rapporteur,

. crée les postes suivants :

- . 1 Adjoint Technique (Entretien des locaux : 23h00 annualisées à 19h46 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 8h00 annualisées à 6h07 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 14h00 annualisées à 10h42 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 8h00 annualisées à 6h07 par semaine)
- . 1 Adjoint Technique (Entretien des locaux : vacataire)
- . 1 Adjoint Administratif Principal (35 heures par semaine)

- en conséquence, le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité est modifié tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1er septembre 2018.

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Adjoint Technique 2ème Classe (Service Voirie)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1ère Classe (Service Voirie)
- . 1 Rédacteur Principal
- . 1 Adjoint Administratif Principal

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (4h40 annualisées à 4h40 par semaine)
- . 1 Adjoint Technique (Entretien des locaux : 23h00 annualisées à 19h46)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (34h00 annualisées à 30h50 par semaine)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (40h30 annualisées à 32h27 par semaine)
- . 2 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 8h00 annualisées à 6h07 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 22h30 annualisées à 17h12 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 19h00 annualisées à 14h31 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Accueil périscolaire : 21h40 annualisées à 16h34 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Classe Maternelle : 32h20 annualisées à 26h39 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Classe Maternelle : 36h00 annualisées à 27h31 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 14h00 annualisées à 10h42 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Accueil périscolaire : 14h00 annualisées à 10h42 par semaine)
- . 1 Adjoint Administratif (30h30 par semaine)

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

4. MISSIONS TEMPORAIRES DU CENTRE DE GESTION

Mme Semay donne lecture du projet de délibération.

Mr le Maire rappelle que le Gouvernement a statué sur le prélèvement à la source. Il souligne qu'un renforcement temporaire du CDG sera le bienvenu.

DELIBERATION 18/05/02 : CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE MISSIONS TEMPORAIRES DU CENTRE DE GESTION DE LA FPT

Rapporteur : Yannick Semay

Madame le rapporteur informe les membres du Conseil Municipal, que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain propose une prestation de mise à disposition de personnel dans le cadre de missions temporaires.

Elle expose que l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que les Centres de Gestion peuvent recruter des agents en vue de les affecter à des missions temporaires ou d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou encore de pourvoir à la vacance temporaire d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.

Ces agents peuvent être mis à la disposition des collectivités affiliées à titre onéreux, conformément à l'article 22 (alinéa 6 de la loi n° 84-53) et par convention.

En outre la loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, désigne les Centres de Gestion comme les principaux interlocuteurs des collectivités et établissements pour la mise à disposition de personnel intérimaire.

Considérant que la collectivité, doit, dans certains cas, faire face rapidement :

- A des remplacements d'agents titulaires indisponibles pour des raisons de maladie, maternité, ou autres (article 3-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984), à un accroissement temporaire d'activité (article 3-1°), à un accroissement saisonnier d'activité (article 3-2°)
- A des besoins spécifiques (article 3 alinéa 2 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984)

Pour assurer la continuité du service, il est proposé aux membres du Conseil Municipal, d'adhérer au service facultatif de Missions Temporaires mis en œuvre par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain, d'autoriser le Maire à conclure et signer la convention type à partir de laquelle les demandes de mise à disposition de personnel à titre onéreux pourront être adressées au CDG01. Le détail des prestations est précisé dans la convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur le rapport de Madame le Rapporteur, après en avoir délibéré,

DECIDE

- de recourir au service missions temporaires du Centre de Gestion de la FPT de l'Ain chaque fois que cela est nécessaire, afin de respecter le maintien du service public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à conclure et signer la convention correspondante avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain annexée à la présente délibération ;
- de prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

- Annexe à la délibération 18.05.02 -

CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE MISSIONS TEMPORAIRES DU CDG 01

ENTRE

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ain dont le siège est situé 145, chemin de Bellevue à Péronnas (01960), représenté par son président, Monsieur Bernard REY, agissant en cette qualité conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 05 Février 2018

ci-après désigné le CDG,

d'une part

ET

LA MAIRIE DE THIL

Représentée par Mr Bruno LOUSTALET, autorisé par délibération en date du 10 septembre 2018

ci-après désignée la collectivité,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La collectivité confie au service missions temporaires du CDG01, la mise à disposition d'un ou plusieurs agents de ce service dans le cadre de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires applicables à la Fonction Publique Territoriale.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA PRESTATION

Le CDG01 met à la disposition de la collectivité, un ou plusieurs agents sur demande de celle-ci.

Chaque demande de mise à disposition sera obligatoirement formulée à l'aide d'une fiche dématérialisée d'après le site internet du CDG01 ou bien par mail directement au service qui précise les éléments suivants :

- le motif de la demande,

Celui-ci doit correspondre à l'un des cas suivants :

- accroissement temporaire ou saisonnier d'activité,
- remplacement d'agents sur emplois permanents,
- vacance temporaire d'un emploi permanent dans l'attente de recrutement d'un fonctionnaire
- le poste à pourvoir, la description des tâches à effectuer et des matériels à utiliser, (notamment les caractéristiques particulières du poste de travail, l'équipement de protection individuelle de l'agent et la surveillance médicale prévus
- la date de début et de fin de mission,
- le lieu précis de la mission et les coordonnées du référent dans le service d'affectation,
- le grade, l'échelon, l'indice brut et l'indice majoré applicables à l'agent,
- les éléments de régime indemnitaire éventuels et / ou avantages en nature,
- le cycle et les horaires hebdomadaires de travail.

Le CDG01 après avoir recherché dans son vivier le ou les candidats en mesure d'assurer la mission, les propose à la collectivité.

Le CDG01 se réserve la possibilité de proposer une requalification des conditions de recrutement et / ou de rémunération de l'agent si les missions apparaissent sur ou sous qualifiées par rapport aux éléments statutaires communiqués par la collectivité. Celle-ci valide la candidature retenue pour la mission et les conditions de recrutement et de rémunération afin que le CDG01 établisse le contrat de travail de l'agent. Elle peut, au préalable, recevoir physiquement les agents pressentis.

Pour une prestation de portage salarial, la collectivité propose elle-même l'agent à recruter après s'être assuré de son accord sur les conditions de recrutement et de rémunération. Le CDG01 prend alors en charge la gestion administrative et financière de cet agent.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ACCOMPLISSEMENT DE LA MISSION

3.1 - Nature et durée du travail

Les agents mis à disposition exerceront les fonctions afférentes aux emplois désignés au sein des services de la collectivité dans lesquels ils sont affectés pour la durée de leur mission.

Le travail sera organisé selon les modalités précisées par l'autorité territoriale (horaires, pauses...) ou son représentant au sein de la collectivité bénéficiaire.

Un agent à temps complet effectuera 35 heures par semaine selon la durée hebdomadaire légale du travail. Tout dépassement de cet horaire sera régularisé par avenant ; les heures supplémentaires effectives seront facturées à la collectivité bénéficiaire. Pour les agents à temps non complet, les heures complémentaires seront également facturées à la collectivité bénéficiaire.

3.2 – Déplacements professionnels

Si l'agent est dans l'obligation de se déplacer en utilisant son véhicule personnel durant sa mission à la demande de la collectivité, il doit nécessairement demander un ordre de mission au CDG01 avant ce déplacement en fournissant un justificatif. En aucun cas ce déplacement ne pourra être effectué sans l'accord du CDG01. Il devra alors fournir l'attestation de l'assureur du véhicule (attestation pour les déplacements professionnels) et la copie de la carte grise du véhicule.

Les frais occasionnés par ce déplacement professionnel sont indemnisés selon les barèmes fixés par le décret du 19 juillet 2001. Un état de frais sera transmis à l'intéressé avec copie de l'ordre de mission établi. Cet état de frais doit être retourné complété et signé aussitôt la mission terminée.

La collectivité d'accueil rembourse l'intégralité de ces frais.

3.3 - Hygiène et sécurité

L'agent contractuel est soumis à une visite médicale d'aptitude à l'emploi auprès d'un médecin agréé préalablement à la prise de poste. Elle est effectuée et prise en charge par le CDG01.

La collectivité s'engage à fournir à l'agent mis à disposition du matériel et des accessoires de protection répondant aux normes de sécurité prévues par la réglementation en vigueur.

Le représentant de la collectivité est tenu de mettre en œuvre, sous sa responsabilité :

- les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux agents de la collectivité pour l'agent mis à disposition et d'en assurer le respect,
- d'assurer une formation pratique et appropriée à la prise de fonction et de transmettre les consignes de sécurité conformément aux articles 6 et 7 du décret n°85-603 du 10 juin 1985.

3.4 - Absences de l'agent (congrés)

- **Congés annuels** : dans le cadre de sa mission l'agent prendra ses congés en accord avec la collectivité d'affectation et le CDG01 selon les modalités prévues par le décret 85-1250 du 26 novembre 1985. Les jours de congés seront reportés dans l'état d'heures mensuel par le gestionnaire RH de la collectivité. Si l'agent n'a pas épuisé l'intégralité de ses congés à l'issue du contrat, une indemnité compensatrice lui sera versée en fin de contrat conformément à l'article 5 du décret 88-145 et sera facturée à la collectivité.

- **Congés maladie** : les dépenses afférentes aux journées d'absence pour congés maladie sont prises en charge par le CDG01. À ce titre, l'original de l'arrêt maladie devra parvenir au cdg01 sous 48 heures.

- **Congés pour accident de travail** : les congés pour accident de travail ou maladie professionnelle seront administrés en application du titre III du décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié. La déclaration d'accident devra parvenir au CDG01 sous 48 heures,

- **Congés exceptionnels** : la collectivité d'accueil peut accorder des congés liés à des événements familiaux ou des événements de la vie courante.

- **Jours de formation** : des jours de formation peuvent être accordés si la collectivité le demande. Ils seront considérés comme des jours travaillés. Dans le cas d'une formation payante, une facturation supplémentaire sera adressée à la collectivité.

3.5 – Renouvellement et fin de mission

Chaque mission pourra être prolongée via une demande expresse de la collectivité sous réserve de disponibilité de l'agent et du respect des délais fixés à l'article 38 du décret 88-145 du 15 février 1988.

3.6 - Évaluation de l'agent - discipline

À l'issue de la mission, la collectivité complète le formulaire électronique d'évaluation de l'agent afin d'évaluer l'efficacité dans l'emploi et les savoir être de l'agent,

En cas de problème disciplinaire, le CDG01 est immédiatement informé par la collectivité d'accueil, au moyen d'un rapport écrit.

Le CDG01, en tant qu'employeur détient seul le pouvoir disciplinaire.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'INTERVENTION

Le CDG01 assure la gestion administrative de l'agent, lui verse sa rémunération et prend en charge les risques chômage et maladie. L'agent sera rémunéré sur la base d'un indice déterminé en accord avec la collectivité ; il pourra éventuellement percevoir le régime indemnitaire uniquement si les conditions d'attribution dans ces cas-là sont prévues par délibération de la collectivité qui fait la demande de mise à disposition. Il percevra de droit, le cas échéant, le supplément familial de traitement (S.F.T.) et l'indemnité de résidence.

La collectivité s'engage à communiquer sans délai en début de chaque mois (ou en fin de mission si la durée est inférieure à un mois) les éléments variables intervenus durant le mois et susceptibles d'avoir un impact sur la paie de l'agent (absences, congés payés, heures supplémentaires ou complémentaires).

Sur la base de cet état, le CDG01 s'assurera de l'obligation de service fait, calculera la paie de l'agent et établira la facturation auprès de la collectivité bénéficiaire.

Pour une mise à disposition commencée avant le 5 du mois en cours, le règlement de l'agent contractuel se fera avant la fin du mois considéré.

Pour les demandes de mise à disposition d'une durée minimum de 5 jours et commencée après le 5 du mois en cours, le règlement de l'agent contractuel se fera le mois suivant.

ARTICLE 5 : REMBOURSEMENT AU CENTRE DE GESTION

Pour chaque mise à disposition, la collectivité rembourse au CDG01 la rémunération brute de l'agent (traitement, régime indemnitaire, SFT...), et les charges patronales sur la base des éléments validés par l'autorité territoriale lors de la demande de mission et dans les états d'heures mensuels, ainsi que les charges de toute nature qui ont été engagées.

Ce remboursement est majoré d'une commission relative aux frais de gestion supportés par le CDG01. Cette commission est fixée selon le barème suivant sur la base du pourcentage du montant de la rémunération de l'agent et des charges patronales afférentes.

Le tarif fixé par délibération du Conseil d'Administration n° 2018 - 02 - 04 en date du 5 février 2018

1. Missions temporaires :
 - Collectivités de plus de 50 agents : 8 % *(du montant de la rémunération totale de l'agent et des charges patronales afférentes)*
 - Collectivités de moins de 50 agents : 6 % *(du montant de la rémunération totale de l'agent et des charges patronales afférentes)*
2. Portage salarial : 4.5 % *(de la rémunération totale de l'agent et des charges patronales afférentes)*

Ces éléments évoluant à l'occasion de la modification de la valeur du point, des taux de cotisations sociales ou d'assurance due à un changement législatif, réglementaire ou contractuel.

Afin de couvrir l'évolution des charges de fonctionnement du service, le montant de cette participation pourra faire l'objet d'une réévaluation annuelle, décidée par le Conseil d'administration du CDG et notifiée à la collectivité. Cette dernière aura alors la possibilité, en cas de désaccord, de résilier la présente convention conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

Le CDG01 établit une facturation mensuelle ou trimestrielle selon le volume de contrats.

Le règlement sera effectué auprès de la trésorerie municipale après réception d'un titre de recettes émis par le CDG01.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, faite en deux exemplaires, est conclue au titre de l'année en cours et renouvelable par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de 3 mois.

Si la dénonciation intervient pendant la réalisation d'une mission de remplacement, elle prendra effet à la date de fin de ladite mission.

ARTICLE 7 : JURIDICTION COMPETENTE - LITIGES

Tous litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de LYON.

Fait à
Le
Signature de la collectivité :

Fait à Péronnas
Le
Le Président,
Bernard REY
Maire de Saint-Bernard

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Il précise qu'il a reçu Mr Vélien le 20 août dernier. Ce dernier est venu en Mairie pour ouvrir une procédure amiable de ce terrain. Mr le Maire souligne que Mr Vélien étant d'accord sur une procédure amiable, pour des parcelles classées rouges au PPRI (donc inconstructibles), il appartient à France Domaines d'en fixer le prix.

Il rappelle que la DUP est nécessaire pour fixer un cadre de négociation.

Mr le Maire rappelle que le prix de 2014 était de 250.000 € pour 4.000 m². Le prix proposé aujourd'hui par France Domaines est de 140 à 150 € le m² (indemnité de remploi intégrée).

Le prix proposé par France Domaines est cohérent avec le prix du marché. Il espère une négociation à l'amiable avec le vendeur.

Mr Manié trouve que ce projet est bien et satisfait les riverains.

Toutefois, par rapport à la DUP, il demande pourquoi une DUP avec une procédure d'expropriation. Ce qui le gêne, c'est le prix proposé à savoir, 100.000 €. Il est proposé 100 € le m² alors que le prix du marché est à 200 € le m². Il souhaite que soit donné le juste prix au vendeur.

Mr le Maire souligne que la commune propose 25 % de plus que France Domaines et que l'intérêt qu'il défend est celui de la commune.

Mr le Maire informe que suite aux échanges qui ont eu lieu avec les riverains, ces derniers avaient exprimé un certain nombre de choses. Ces prescriptions ont été rapportées auprès de Ain Habitat.

Ce projet va durer environ 30 mois, c'est-à-dire jusqu'en 2021. Il rappelle l'opération du Clos des Platanes qui n'était pas un modèle.

Il salue Ain Habitat qui s'est positionné sur le projet.

DELIBERATION 18/05/03: DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que depuis l'approbation du Schéma de cohérence territoriale BUGEY-COTIERE-PLAINE DE L'AIN (BUCOPA) en 2002, le territoire thilois est soumis à l'obligation de créer 10 % de logements aidés au moins. Cette prescription a été confirmée par le SCoT BUCOPA approuvé le 26 janvier 2017, le document d'orientation et d'objectifs du SCoT projetant en outre la réalisation de 26 logements supplémentaires d'ici 2030.

La commune compte actuellement 385 logements environ dont seulement 16 logements sociaux. Le territoire connaît donc un déficit de logements aidés et mixtes permettant d'assurer l'accession de tous à un logement et de pérenniser le parcours résidentiel de la population thiloise.

Lors de la révision générale du Plan local d'urbanisme (PLU), les personnes publiques associées consultées sur le projet de PLU ont insisté sur la carence du territoire du point de vue de la diversité de logements et sur la nécessité pour la commune de se doter d'outils réglementaires lui permettant d'atteindre les objectifs du SCoT BUCOPA en matière de logements aidés. En particulier, la préfecture de l'AIN, par l'intermédiaire de la Direction départementale des Territoires, invitait les auteurs du PLU à favoriser la création de logements sociaux en renouvellement urbain. De la même façon, le syndicat mixte du SCoT BUCOPA préconisait un renforcement des servitudes de mixité sociale.

La commune a intégré ces outils dans son PLU approuvé le 13 novembre 2015.

En parallèle, la commune a engagé des réflexions avec le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) de l'AIN pour favoriser la « densification douce et maîtrisée » en associant la population thiloise résidant dans le secteur ancien du village.

Compte tenu de ce contexte, la commune de THIL a engagé les démarches devant aboutir à la réalisation sous la maîtrise d'ouvrage de AIN HABITAT, société coopérative de production d'habitations à loyers modérés, d'un programme de logement mixte sur un terrain de 4 274 m² situé rue du Canal. Il s'agit d'un projet de 14 logements : 8 logements pavillonnaires groupés, qui seront cédés en accessions, et 6 logements collectifs qui seront donnés à bail par AIN HABITAT. Le projet est plus précisément détaillé dans le dossier d'enquête remis aux conseillers municipaux lors de la convocation.

La première partie de l'assiette de cette opération a été acquise par voie de préemption et fait actuellement l'objet d'un portage par l'Etablissement public Foncier de l'AIN. La commune n'est pas parvenue à trouver un accord avec les propriétaires pour acquérir amiablement la partie Sud de l'assiette du projet, composée des parcelles cadastrées A 2056 et A 2057 appartenant à l'indivision VELIEN (2774 m²).

Il apparaît donc nécessaire d'engager une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, au titre des articles L.110-1 et suivants du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette procédure devant permettre à la commune d'acquérir les terrains en cause comporte d'abord une phase administrative dont l'aboutissement est la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et l'arrêté de cessibilité, et qui concerne la faisabilité juridique du projet et la délimitation de l'emprise concernée. Elle comporte ensuite une phase judiciaire qui concerne la fixation des indemnités d'expropriation à verser aux propriétaires expropriés. La phase administrative requiert l'organisation d'une enquête publique commune au titre de la DUP et au titre de l'arrêté de cessibilité. Cette procédure est conduite par les services de l'Etat. Le dossier spécifique annexé à la présente a donc été préparé afin de saisir le préfet et de présenter l'ensemble des informations présentant le projet et l'utilité de la procédure.

Parallèlement à ces démarches, la commune a consulté les services de la publicité foncière afin d'obtenir les fichiers immobiliers. Elle a également saisi France Domaine pour une estimation de la valeur vénale des terrains. Il en ressort un prix de 100 000 € (avec une marge de + / - 10 %), auquel il conviendra d'ajouter l'indemnité de emploi de 11 000 €. Ces éléments figurent dans le dossier d'enquête remis aux conseillers municipaux au moment de la convocation.

Il est aujourd'hui nécessaire de :

- Approuver l'engagement de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique concernant les parcelles cadastrées A 2056 et A 2057 ;
- Approuver le dossier d'enquête publique de l'opération, qui sera soumis au public au titre de la phase administrative de la procédure ;
- Autoriser le maire à solliciter le préfet de l'AIN pour l'ouverture de l'enquête publique, et tous les actes subséquents.

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles L.110-1 et suivants, L.121-1 et suivants sur la DUP, L.131-1 et suivants sur l'enquête parcellaire et R.112-1 et suivants sur le déroulement de l'enquête publique,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.300-1 et suivants sur les opérations d'aménagements

Vu le projet de dossier d'enquête

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'engagement de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique concernant les parcelles cadastrées A 2056 et A 2057 ;
- D'approuver le dossier d'enquête publique de l'opération, qui sera soumis au public au titre de la phase administrative de la procédure ;
- D'autoriser le maire à solliciter le préfet de l'AIN pour l'ouverture de l'enquête publique, et tous les actes subséquents.

La présente délibération sera notifiée au préfet, au titre du contrôle de légalité.

<i>Pour</i>	11
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	4

6. CONVENTION GROUPEMENT DE COMMANDES

Mme Berger donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 18/05/04 : CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES – MARCHE DE TRANSPORT SCOLAIRE

Rapporteur : Valérie Berger

Madame le rapporteur rappelle que la CCMP depuis l'ouverture du centre nautique LILO en novembre 2011 a proposé à ses communes membres de créer un groupement de commande pour le transport des scolaires du 1^{er} degré à LILÔ visant in fine à retenir un même transporteur et à réaliser ainsi des économies d'échelle substantielles.

Madame le rapporteur informe que le marché à bon de commande arrivant à échéance, il convient de procéder à une nouvelle consultation. Elle informe qu'à la demande des communes ce marché pourra être étendu à d'autres destinations, notamment l'Allegro, pour le transport des scolaires.

Elle donne lecture d'un projet de convention de groupement commande et propose sur cette base d'approuver le principe du groupement de commande et d'autoriser le Maire à signer la convention.

Il est impératif pour ce faire que le Conseil municipal :

- approuve sa participation au groupement de commande,
- autorise le Maire à signer la convention de groupement
- désigne au sein des membres de sa Commission d'Appels d'Offres un titulaire et un suppléant qui participeront à une Commission d'Appels d'Offres propre au groupement.

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,

Le Conseil, après en avoir délibéré :

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mme Marie-Paule Dupuy-Roudel, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et Mr Christian Julian, comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande.

- Annexe à la délibération 18.05.04 -

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES MARCHE DE TRANSPORT SCOLAIRE

Article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics

PREAMBULE :

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau a réalisé sur le forum des sports de la commune de Saint Maurice de Beynost « LILÔ - espace aquatique de la Côtère ». Cet équipement structurant ouvert en novembre 2011 a notamment pour vocation l'apprentissage par les scolaires du 1^{er} degré du savoir nager. Confié par convention de délégation de service public à la société Vert Marine, la CCMP a imposé au titre des contraintes de services publics des créneaux spécifiques pour les scolaires.

De plus, l'Office Culturel de Miribel propose des représentations ludiques et pédagogiques à l'ensemble des élèves du territoire, au sein du complexe de l'Allégo.

L'accès des scolaires du 1^{er} degré à ces équipements demeure de la responsabilité des communes et/ou des groupes scolaires qui déterminent le niveau de fréquentation des classes prenant à leur charge :

- le coût d'entrée à l'espace aquatique
- le coût du transport.

Afin de diminuer la charge du poste transport, la CCMP a proposé aux communes membres de l'intercommunalité de créer un groupement de commande.

A la demande des communes d'autres destinations locales pourront être prises en compte pour le transport des enfants dans un cadre scolaire, périscolaire voire extrascolaire.

La présente convention de groupement de commande en définit l'objet et les conditions. Elle vise notamment à autoriser la CCMP, responsable du groupement, à lancer une consultation commune visant à la désignation d'un même prestataire.

1- CONSTITUTION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Un groupement de commandes est constitué :

ENTRE : d'une part,

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau représentée par son Président :

Monsieur Pascal PROTIERE

Agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 29/06/2016

et ci-après dénommée "CCMP"

ET,

La Commune de Miribel représentée par son Maire :

Madame Sylvie VIRICEL

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28/06/2016, et ci-après dénommé "la commune »

ET,

La Commune de BEYNOST représentée par son Maire :

Madame Caroline TERRIER

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 23/06/2016, et ci-après dénommé "la commune »

ET

La Commune de THIL représentée par son Maire :

Monsieur Bruno LOUSTALET

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28/06/2016, et ci-après dénommé "la commune »

ET

La Commune de TRAMOYES représentée par son Maire :

Monsieur Xavier DELOCHE

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28/06/2016, et ci-après dénommé "la commune »

ET

La Commune de NEYRON représentée par son Maire :

Monsieur André GADIOLET

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 30/06/2016, et ci-après dénommé "la commune »

ET

La Commune de SAINT MAURICE DE BEYNOST représentée par son Maire :

Monsieur Pierre GOUBET

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 30/06/2016, et ci-après dénommé "la commune »

1- OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Ce groupement de commande a pour objet de permettre la désignation commune d'un prestataire qui sera chargé du transport des scolaires du 1^{er} degré au titre des années scolaires 2018/2019 et 2019/2020, en tranche ferme, puis 2020/2021 et 2021/2022 en tranches conditionnelles, des écoles des communes membres de la CCMP, membres du groupement, à Lilô sis sur le forum des sports à Saint Maurice de Beynost, ainsi qu'à l'Allégo, sis place de la République à Miribel.

2- MEMBRES ET ENGAGEMENTS

Les membres du groupement sont les 6 communes membres de la CCMP visées au supra et la CCMP.

Les membres s'engagent à créer un groupement de commande dont l'objet est visé à l'article 1 et à respecter l'ensemble des dispositions prévues au sein de la présente convention.

La durée du groupement de commandes prend fin à la signature des marchés de service et à leur notification par le responsable du groupement, la CCMP. Les marchés notifiés, chacun des membres du groupement assurera la bonne exécution du marché qui lui revient (bon de commande, pénalités, règlement...)

3- DESIGNATION ET RÔLE DU RESPONSABLE

La Communauté de communes de Miribel et du Plateau représentée par son Président, Pascal PROTIERE, est désigné responsable du présent groupement de commandes et il sera chargé d'assurer à ce titre :

- Le secrétariat du groupement
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation
- D'élaborer l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis avec les membres du groupement
- D'assurer le lancement et le suivi de la procédure :
 - o Rédaction et envoi de l'avis d'appel public à la concurrence
 - o Réception et analyse des offres conformément au règlement de la consultation
 - o Répondre aux questions des candidats
 - o Rédiger le rapport d'analyse technique
- D'assurer la notification des marchés pour le compte des membres du groupement au prestataire de service retenu par la commission d'attribution

4- CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE

Pour ce qui concerne la publicité et les seuils, les règles de passation des marchés sont celles applicables aux marchés des collectivités locales conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le marché étant inférieur sur sa durée (2 ans) au seuil de procédure formalisée défini par le code des marchés publics pour les marchés de services, un Marché à Procédure Adaptée (M.A.P.A.) sera mis en œuvre par le coordonnateur du groupement.

L'avis d'appel public sera commun aux membres du groupement et porté à la connaissance du public au moyen des supports suivants :

- Plateforme de dématérialisation des marchés publics de la CCMP
- Le B.O.A.M.P.

5- CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ATTRIBUTION

Bien que la procédure de consultation soit informelle, il est décidé de créer une commission d'attribution. La commission compétente présidée par le responsable sera composée par un représentant de chacun des membres du groupement issu de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.

Il appartiendra aux membres du groupement de le désigner en conseil municipal et de communiquer au responsable le nom de leur représentant au sein de cette instance. Il est rappelé que pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

6- CONDITIONS D'ADHESION

6.1 - Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commande en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au responsable du groupement.

6.2- Durée du groupement

Le groupement prendra fin à la notification des marchés au prestataire de service par le responsable du groupement.

6.3 – Rémunération

La mission de la CCMP comme responsable ne donne pas lieu à rémunération.

7- DESACCORD ENTRE LES PARTIES – ADAPTATION DE LA CONVENTION

Les parties conviennent de régler par voie d'avenant toute question particulière non traitée par la présente convention et toute difficulté relative à son exécution.

8- SIGNATURE ET SUIVI DU MARCHE

Le responsable du groupement procédera à la signature et à la notification des marchés pour le compte des membres du groupement. Chaque membre du groupement pour ce qui le concerne s'assurera de sa bonne exécution.

9- INSCRIPTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concernent.

Fait à Miribel, le
Les cocontractants.

Le Président de la CCMP
Monsieur Pascal PROTIERE
Le Maire de Thil
Monsieur Bruno LOUSTALET
Le Maire de Neyron
Monsieur André GADIOLET
Le Maire de Beynost
Madame Caroline TERRIER

Le Maire de Saint Maurice de Beynost
Pierre GOUBET
Le Maire de Miribel
Sylvie VIRICEL
Le Maire de Tramoyes
Xavier DELOCHE

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. DEMATERIALISATION

Mme Semay donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 18/05/05: CONVENTION D'ADHESION A LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE L'Ain

Rapporteur : Yannick Semay

Madame le Rapporteur informe les membres du conseil municipal, que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain propose aux collectivités un accompagnement dans la mise en œuvre du processus de dématérialisation.

Le CDG01 propose par convention, pour le compte de la collectivité cosignataire, un ensemble de prestations destiné à mutualiser les frais d'installation et de fonctionnement d'outils de dématérialisation de certains documents administratifs :

La télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité (dispositif ACTES) :

Ce dispositif consiste en l'envoi à la Préfecture ou sous-Préfecture des actes transmissibles par voie électronique, via une application sécurisée. Il s'agit d'une démarche volontaire de modernisation administrative de la collectivité. L'accompagnement du Centre de gestion est conduit en concertation avec les services préfectoraux départementaux, et environ 260 collectivités bénéficient déjà de cet accompagnement du Centre de gestion de l'Ain

La dématérialisation de la comptabilité publique (Protocole d'Echanges Standard – PES V2) :

Ce dispositif concerne les échanges de documents entre les ordonnateurs et les comptables. La dématérialisation des pièces jointes et la procédure de signature électronique devront être mises en œuvre selon un calendrier à définir avec les trésoriers.

Madame le Rapporteur donne lecture au conseil municipal, du projet de convention du CDG01.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Sur le rapport de Madame le Rapporteur après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver la convention et toutes pièces s'y rapportant pour mettre en place la dématérialisation de la comptabilité et certains documents administratifs.
- d'autoriser Monsieur le Maire, à conclure la convention correspondante avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain annexée à la présente délibération,

- Annexe à la délibération 18.05.05 -

CONVENTION D'ADHESION A LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION

Entre

Le Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ain, Ci-après désigné « Le CDG01 »
145 chemin de Bellevue – 01960 PERONNAS

Représenté par son Président, Bernard REY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 2 décembre 2014

D'une part, et

La Mairie de THIL (01120)

Ci-après désignée « la collectivité cosignataire »

Représenté(e) par Mr Bruno LOUSTALET - Maire

N° SIRET : 210 104 188 00011

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de ses missions d'assistance aux collectivités en matière de gestion locale, le Centre de gestion souhaite poursuivre son accompagnement aux collectivités dans la mise en œuvre du processus de dématérialisation.

Le Centre de gestion propose par convention, pour le compte de la collectivité cosignataire, un ensemble de prestations destiné à mutualiser les frais d'installation et de fonctionnement d'outils de dématérialisation et de télétransmission de certains documents administratifs :

La télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité (dispositif ACTES) : qui consiste en l'envoi à la Préfecture ou sous-Préfecture des actes transmissibles par voie électronique, via une application sécurisée. Il s'agit d'une démarche volontaire de modernisation administrative de la collectivité.

La dématérialisation de la comptabilité publique (Protocole d'Echanges Standard – PES V2) : qui concerne les échanges de documents entre les ordonnateurs et les comptables. Le changement de protocole (PESV2) est obligatoire depuis 1er janvier 2015. La dématérialisation des pièces jointes et la procédure de signature électronique devront être mises en œuvre selon un calendrier à définir avec les trésoriers.

Article 1er : OBJET DE LA CONVENTION

Le CDG01 propose pour le compte de la collectivité cosignataire pendant la durée de la convention, un ensemble de prestations destinées à mutualiser les frais d'installation et de fonctionnement d'outils de dématérialisation et de télétransmission de certains documents administratifs :

- Les actes relevant du contrôle de légalité en application du décret n°2005-324 du 7 avril 2005 (programme ACTES)

- Les documents papiers de la chaîne comptable et financière (arrêté ministériel D1617-23 du 13 août 2011)

Pour assurer la mise en œuvre de ces deux dispositifs, le Centre de gestion a retenu après mise en concurrence un prestataire, DOCAPOST FAST qui assure les missions suivantes en lien avec le Centre de gestion :

- mettre à disposition une plateforme d'échanges sécurisés

- assurer le rôle de tiers de télétransmission homologué par le Ministère de l'Intérieur (dispositif FAST pour ACTES, HELIOS)

- mettre à disposition un parapheur électronique pour les collectivités souhaitant développer la signature électronique (FAST-PARAPHEUR)

La présente convention autorise le choix de la collectivité cosignataire à l'adhésion de l'ensemble des prestations proposées (dispositif FAST ACTES et FAST HELIOS) ou la seule inscription à la plateforme FAST ACTES ou la seule inscription à la plateforme FAST HELIOS.

CHOIX DE LA COLLECTIVITE COSIGNATAIRE :

☐ **FAST ACTES**

☐ **FAST HELIOS (incluant le parapheur électronique)**

Article 2 : REFERENCES DES PLATEFORMES

Dispositif de télétransmission utilisé : FAST (DOCAPOST FAST)

Homologation du dispositif : 15 mars 2006

Trigramme : CDC

Références de l'opérateur du dispositif de télétransmission utilisé :

DOCAPOST FAST / 120-122 rue Réaumur – 75002 PARIS

Téléphone : 01 78 09 37 60 - Messagerie : support@docapost-fast.fr

NB : lors de l'accès à la plateforme ACTES (actes soumis au contrôle de légalité) ces références sont à noter dans la convention entre la Préfecture de l'Ain et la collectivité)

Article 3 : PRESTATIONS PROPOSEES

Le CDG01 par l'intermédiaire de DOCAPOST FAST, assure pour le compte de la collectivité cosignataire les prestations suivantes :

Installation - paramétrage

- Paramétrage à distance par DOCAPOST de l'accès aux plateformes.
 - En ce qui concerne le PARAPHEUR, le paramétrage proposé sera la mise en service d'un circuit simple de signature, à partir d'un bureau, celui du Maire ou du Président.
- Pour les collectivités souhaitant une gestion plus complète, DOCAPOST proposera un paramétrage propre à cette dernière (sous réserve d'une demande inférieure à 4 circuits + 1 circuit dédié au PES PJ). En cas de demande supérieure, le paramétrage fera l'objet d'une facturation spécifique à la charge de la collectivité.

Accès aux plateformes

Pendant la durée de la convention, la collectivité cosignataire bénéficie :

- d'un droit d'accès illimité aux plateformes, en termes de nombre et de volume de transactions, - de l'hébergement illimité de l'historique (horodatage) des transactions passées, (l'historique ne comprend pas le fichier natif transmis par la collectivité)

Assistance aux utilisateurs

DOCAPOST assure une assistance téléphonique aux utilisateurs.

Le CDG01 assurera également par l'intermédiaire de DOCAPOST, des sessions de formation à l'attention des collectivités signataires.

Le CDG01 est le seul décisionnaire pour la gestion du planning des formations et de leur quantité.

Champs d'exclusion de la prestation :

- L'acquisition des certificats est à la charge de la collectivité.
- Les éventuels connecteurs entre les plateformes DOCAPOST et les logiciels comptables (pour dispositif FAST HELIOS et FAST PARAPHEUR) et/ou de gestion des délibérations (pour le dispositif ACTES) des collectivités sont à la charge de ces dernières.

Article 4 : PREREQUIS

Le CDG01 n'autorisera l'accès à la plateforme aux collectivités détentrices de postes informatiques répondant aux préconisations suivantes :

- Système d'exploitation : Vista, Seven, 8, 10
- Navigateur : Internet Explorer 9 et 10, Firefox 31 max
- Acrobat Reader : à partir de la version 9.0
- Adresse email pour le retrait des certificats et les notifications
- Accès Internet en haut débit,

Pour se connecter aux plateformes, la collectivité devra disposer de certificats électroniques correspondant aux normes en vigueur.

Article 5 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage :

- à signer avec les services préfectoraux dont elle dépend une convention de raccordement ACTES, définissant notamment la nature des actes transmis et la date prévue de démarrage,
- à informer par écrit la trésorerie de son intention de procéder à la dématérialisation des flux financiers PESV2,
- à se procurer les certificats électroniques correspondants aux normes en vigueur et à sécuriser leur utilisation,
- à ne confier la mission de dématérialisation des actes qu'à des agents préalablement formés,

- à informer dans les meilleurs délais le Centre de gestion en cas de constatation de dysfonctionnement de la plateforme,

Article 6 : EXCLUSIONS

D'une manière générale, la collectivité reconnaît être informée que l'assistance proposée par le Centre de gestion par l'intermédiaire de DOCAPOST FAST ne porte que sur l'utilisation des plateformes FAST ACTES, FAST HELIOS et FAST PARAPHEUR, et sur l'usage des certificats électroniques nécessaires à leur fonctionnement.

Aucune assistance ne sera assurée dans le cadre de la présente convention sur :

- les systèmes d'exploitation,
- les réseaux ou les connexions Internet,
- les logiciels de bureautique, ou applications métiers,
- les dispositifs de sécurité (anti-virus, pare-feu, etc...),
- tout autre matériel ou périphérique (scanner, imprimante, etc...).

Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin au 30 novembre 2021.

Elle pourra être résiliée, à tout moment, par tout moyen permettant de donner date certaine (mail, fax, courrier), avec un préavis de 3 mois précédant la date souhaitée de résiliation.

Article 8 : RESPONSABILITE - LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable toutes les contestations relatives à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Péronnas, le
Le Centre de gestion de l'Ain La Collectivité cosignataire,
Le Président,
Bernard REY

Fait à Thil, le

Le Maire
Bruno LOUSTALET

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. AMORTISSEMENTS

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 18/05/06 : AMORTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée :

Vu l'article R2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2011-1951 du 23 décembre 2011 relatif notamment à la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées par les Communes,

Considérant la nécessité de délibérer sur la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées par la Commune,

Ayant entendu l'exposé de Mr le Maire,
Le Conseil, après en avoir délibéré, décide :

De fixer la durée d'amortissement selon les critères définis ci-dessous à compter de l'exercice 2018 :

Compte racine	Caractéristiques	Durée
204	Subventions d'équipement aux organismes publics	15 ans
131	Subventions transférables	10 ans

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire détaille les Décisions Modificatives présentées en séance :

DM N° 4 – BUDGET PRINCIPAL : AMORTISSEMENTS PLU

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 202 : Amortissements PLU		114 063.79 €
TOTAL D 041 : Opérations patrimoniales		114 063.79 €
R 2031 : Amortissements PLU		114 063.79 €
TOTAL R 041 : Opérations patrimoniales		114 063.79 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DM N° 3 – BUDGET ASSAINISSEMENT : AMORTISSEMENTS FRAIS D'ETUDES

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 022 : Dépenses imprévues Fonct	130.00 €	
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct	130.00 €	
D 6688 : Autres		130.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières		130.00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. RODP

Mr Thuot souligne que cette délibération fait suite à une décision prise par le SIEA en Assemblée Générale.
Il donne lecture du projet de délibération

DELIBERATION 18/05/07 : RODP – OUVRAGES RESEAUX DE TRANSPORT ET DISTRIBUTION GAZ

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le rapporteur rappelle que suite à une action collective des Syndicats d'énergie, la Redevance d'Occupation du Domaine public a été revalorisée pour le gaz par décret n° 2007-606 du 25 avril 2007.

Le Syndicat Intercommunal d'Energie et de E-Communion de l'Ain, dans le cadre du contrôle de la perception de cette redevance, a constaté des carences dans les informations de linéaire, communiquées par les exploitants aux collectivités.

Aussi, Monsieur le Rapporteur rappelle que le Syndicat propose de percevoir, pour le compte des communes qui le souhaitent, comme il le fait déjà pour l'électricité, et la communication électronique, le montant de la redevance Gaz et de la reverser en totalité.

Aussi, Monsieur le Rapporteur propose au Conseil :

- . de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum, en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente,
- . que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier ou tout autre index qui viendrait lui être substitué.

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,
Le Conseil, après en avoir délibéré, décide :

- d'adopter les propositions qui lui sont faites concernant la Redevance d'Occupation du Domaine Public par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution de Gaz,
- . de charger le Syndicat Intercommunal d'Energie et de E.Communication de l'Ain d'assurer, pour le compte de la commune, la perception des montants correspondants.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. SPL SEGAPAL

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 18/05/08 : SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT – ACTIVITE
ANNEE 2017

Rapporteur : Bruno Loustalet

Notre collectivité est actionnaire de la SPL Gestion des espaces publics du Rhône Amont. A ce titre elle est représentée à l'assemblée spéciale.

Il convient donc de soumettre à l'organe délibérant, un rapport annuel sur lequel il doit se prononcer et doit permettre de délibérer sur l'action de nos représentants au sein de la SPL et sur les missions de cette dernière.

La SEM SEGAPAL a été créée en 1979 afin de gérer le Grand Parc Miribel Jonage.

Cette société d'économie mixte s'est transformée en Société Publique Locale le 29 juin 2012. Une SPL est une société détenue à 100 % par des collectivités territoriales. Elle revêt la forme d'une société anonyme. Les SPL exercent leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur leurs territoires.

La SPL a pris le nom de Société de gestion des espaces publics du Rhône Amont, son nom commercial reste SEGAPAL.

Le capital de la SPL a été porté de 670 000 € à 699 949 € en 2016. Le capital est réparti entre vingt actionnaires.

Dix-huit administrateurs siègent au Conseil d'Administration. Une assemblée spéciale réunit les actionnaires dont la part du capital ne leur permet pas d'être représentés au Conseil d'Administration.

Afin d'organiser au mieux les conditions d'exercice d'un contrôle analogue comparable à celui que les collectivités exerceraient sur leur propre service, il a été convenu par le Conseil d'Administration de la mise en place d'un comité d'engagement et de suivi chargé de suivre la gestion de la SPL et de donner son avis sur les opérations de la société et d'en suivre le déroulement. De même un guide des procédures a été institué avec, entre autre, la création d'une commission d'appel d'offres.

La Présidente de la SPL est Mme Martine DAVID qui succède à M. Gilbert-Luc DEVINAZ, elle est entourée de 4 vice-Présidents : M. Jean Paul COLIN, M. Pascal PROTIERE, M. Gérard REVELLIN et M. Armand MENZIKIAN. Le Directeur Général est M. Didier MARTINET.

.../...

64 salariés (9 cadres, 8 agents de maîtrise, 47 employés) composent le personnel de la SPL dont 42 hommes et 22 femmes.

Le comité d'entreprise (DUP) se réunit tous les mois et le CHSCT tous les trimestres.

En 2017, l'assemblée spéciale s'est réunie 4 fois et le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

LES MISSIONS CONFIEES A LA SPL

▪ **La mission la plus importante concerne la gestion et l'animation du Grand Parc Miribel Jonage.**

Cette mission se déroule dans le cadre d'une DSP confiée à la SEGAPAL qui intervient comme régisseur intéressé. Elle a démarré en juillet 2014 pour une durée de 3 ans et demi prorogée d'une année supplémentaire.

Le budget 2017 de la Régie Intéressée pour cette mission s'élève à 5 457 k€ HT en charges et 5 492 k€ HT en recettes.

La rémunération de la SEGAPAL, pour cette mission, s'élève à 1 820 k€ HT en part fixe et 1 073 k€ HT en part variable, sachant que les salaires sont à la charge de la SPL.

La participation du Syndicat à la Régie est de 3 097 k€. Elle était de 3 245 k€ en 2016. Cette baisse s'explique par un avenant signé diminuant la rémunération fixe de la SEGAPAL.

Le rapport de gestion présente les comptes de la régie intéressée et l'organisation de la SPL.

▪ **De même, le SYMALIM confie à la SPL SEGAPAL une maîtrise d'ouvrage déléguée pour ses travaux et études.**

La rémunération de la SEGAPAL en 2017, pour cette mission, s'élève à 82 k€ HT. En 2016 la rémunération était de 55 K€.

▪ **La SPL a effectué 6 autres missions en dehors du Parc :**

Missions et coûts facturés HT

- Entretien de la piste cyclable de l'anneau bleu	133 k€
- Exploitation de la Navette fluviale du Canal	124 k€
- Surveillance équestre à Vaulx en Velin	4 k€
- Animation du site Natura 2000 de Jons à Anthon	11 k€
- Etude Embarcadère Jons	6 k€
- Entretien Biezin (accès sud grand stade)	207 k€

COMPTES SEGAPAL

- Le budget 2017 de la SEGAPAL s'établit à 4 023 k€ en charges et à 4 076 k€ en produits, pour un résultat net de + 53 k€
- Le résultat d'exploitation s'élève à + 73 k€
- Le chiffre d'affaires se monte à 3 642 k€
- Les charges de personnel sont de 3 033 k€.

C'est la 13^e année consécutive où le résultat de la SEGAPAL est positif.

Cette année 2017 a été une année difficile, les recettes de graviers se sont arrêtées et la baisse de participation des collectivités au Grand Parc ont amené la Ségalpal à réduire ses coûts de fonctionnement et à diminuer certaines prestations.

Pour remédier à cet état de fait, le Conseil d'Administration de la SPL a privilégié de nouvelles orientations :

- . Continuer de développer les missions extérieures au Grand Parc,
- . Privilégier les activités générant une marge plus importante (événementiel, séminaires...) sur le Grand Parc,
- . Fermeture de 2 jours en semaine de l'accueil de L'atol',
- . Hausse des tarifs.

La raréfaction des recettes publiques oblige à rechercher des financements autres et se diversifier.

Tels sont les principaux éléments concernant l'activité écoulee de la SPL SEGAPAL pour l'année 2017.

Les rapports complets ont été tenus à la disposition du Conseil municipal.

Je vous demande, donc, de délibérer sur ce rapport et de vous prononcer sur le travail de vos représentants au sein de la SPL en leur donnant quitus et sur les missions de la SPL SEGAPAL.

Le Conseil,

Entendu l'exposé de Monsieur le Rapporteur et après en avoir délibéré,

- donne quitus sur le rapport et sur les actions de la SPL SEGAPAL pour l'année 2017.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

11. QUESTIONS DIVERSES

. Assainissement

Mr le Maire rappelle que les travaux ont débuté au mois de juillet dernier (Chemin de Halage).

Depuis le 20 août 2018, les travaux de pose de canalisations s'effectuent sur la RD jusqu'à l'Escapade et rappelle que les tuyaux installés actuellement sont des tuyaux de collecte. L'entreprise COIRO travaille plutôt bien. Elle a été confrontée sur le chemin de Halage à un terrain peu stable et a dû de ce fait, poser des bardages plus solides. Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, des interfaces ont lieu avec les propriétaires riverains.

Mr le Maire souligne qu'il a lu dernièrement des documents faisant appel à des jurisprudences. Par nature, la jurisprudence est multiple, chacun prend ses responsabilités. Mr le Maire a interrogé l'avocat de la commune, pour savoir lorsque les riverains souhaitent mutualiser pour faire des choses ensemble.

Le lotissement les Loups sera reçu le moment venu.

Il a lu aussi que le lotissement des Loups est une desserte privée, c'est faux. Le cahier des charges des Loups, imposait la nécessité de se raccorder à l'assainissement collectif lorsque ce dernier serait réalisé.

Il souligne que tous les lotissements seront reçus les uns après les autres.

ZC 64

Mr le Maire rappelle que depuis mars 2018, il a écrit au Préfet au motif d'une carence administrative. Il informe qu'un auxiliaire de justice habite chemin du Poteau. L'avocat de la commune, lui a répondu. Il invite l'avocat à relancer les débiteurs qui ont perdu leur recours. A ce sujet, il informe de la réponse du Préfet.

Il a signé en fin de semaine dernière, l'Arrêté d'interdiction de stationnement de caravanes et mobile-homes sur la parcelle ZC64. Il est en droit de demander la mise sous séquestre des caravanes.

SEREMA

Mr le Maire informe qu'il a été organisé un atelier avec le SEREMA relatif à la reconstruction après sinistre, (inondations). Des interviews ont été réalisées avec le SEREMA. Un atelier aura lieu le 04 octobre 2018. SEREMA a demandé aussi auprès de l'Association Uthil avant tout. Mr le Maire a proposé de convier les 2 représentants (Mme Pommaz et Mr Manié).

Rue de l'Eglise

Mr le Maire informe que certains riverains lui ont reproché d'avoir mis temporairement la rue de l'Eglise à double sens, sans les consulter. Il rappelle qu'en juin 2018, des personnes de Thil l'ont questionné concernant le sens de circulation rue de l'Eglise.

Il rappelle que la Mairie concerte. Il souligne qu'il avait annoncé que ce serait débattu en Commission Générale et déplore que les représentants de la minorité ne fussent pas présents.

Il a invité la Brigade de Gendarmerie à effectuer des contrôles radar. Il rappelle que le chemin de la Brayonne n'est pas prévu pour supporter une déviation.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le mardi 12 juin 2018 à 22 h 58
Stopper l'enregistrement »*